



## Un numéro vert pour piquer bientôt les moustiques au vif

Cette mesure, annoncée hier par le président du conseil général, entend accentuer l'effort en matière de démoustication du département. Objectif : lutter contre une menace sanitaire et... économique

Ceux qui doutent encore de l'importance de la démoustication sur l'île, et dans l'ensemble de l'arc Nord-Tyrrhénien, auraient sans doute changé d'avis en découvrant le nombre de médecins, scientifiques, chercheurs et techniciens présents hier à l'hôtel Radisson Blu d'Agostaplage. Réunis en séminaire, ils avaient pour feuille de route d'établir le bilan de trois ans de coopération transfrontalière en matière de lutte anti-vectorielle. Un partenariat qui s'est noué entre la Corse, la Ligurie, la Toscane et la Sardaigne dans le cadre du projet européen Redlav. Avec, dans le rôle du chef de file, le conseil général de Corse-du-Sud.

Autour du président Jean-Jacques Panunzi, plusieurs conseillers généraux avaient d'ailleurs fait le déplacement, dont Nathalie Ruggeri, présidente de l'Agence nationale pour la démoustication et la gestion des espaces naturels démoustiqués. À leurs côtés, quelques éminents spécialistes, parmi lesquels Jean Cousserans, pionnier dans le domaine de la démoustication, et son collègue Christophe Lagneau. Du beau monde, pour une question qui n'a rien d'accessoire.



À l'occasion du séminaire organisé hier au Radisson Blu d'Agosta, les moyens humains et matériels engagés par le conseil général de Corse-du-Sud en matière de lutte anti-vectorielle ont été présentés aux participants. (Photos Michel Luccioni)

### Risque accru

Car, si le risque de paludisme est aujourd'hui moins prégnant sur l'île, les inquiétudes liées à la présence du moustique demeurent toujours présentes. Sous la forme de nouvelles menaces. « Comme le Chikungunya et la dengue dont plusieurs cas, parfois graves, ont dernièrement été recensés en Émilie-Romagne et en Provence-Alpes-Côte d'Azur, a indiqué Jean-Jacques Panunzi dans son discours d'ouverture. Sans être alarmiste, la présence avérée du moustique anophèle et du moustique Tigre, depuis peu en Corse-du-Sud, est venue augmenter significativement le risque pour la population de contracter le paludisme, la

dengue ou le Chikungunya. » Raison pour laquelle, ces dernières années, le Département, qui s'est vu transférer la compétence de la lutte anti-vectorielle par l'État, n'a eu de cesse d'accompagner la montée en puissance des moyens engagés. Cette année, ce sont quelque... 1,6 M€ qui ont ainsi été alloués à ce service. Et pas moins de 40 agents, répartis entre Ajaccio, Propriano et Portovecchio, veillent maintenant au grain. Outre la lutte anti-vectorielle à proprement parlé - dans un but sanitaire et préventif -, le conseil général se préoccupe aussi d'une nuisance qui peut prêter à sourire, mais dont l'im-

pact est susceptible de se porter sur le secteur touristique. Si l'invasion de moustiques venait à prendre une ampleur trop importante, la destination Corse pourrait finir par en souffrir. « Il ne s'agit ni d'une vue de l'esprit, ni d'un scénario de science-fiction, assure le président du conseil général. Il s'agit de faits, certes encore limités, mais déjà constatés. Si rien n'est fait, ils pourraient avoir une incidence sérieuse sur notre économie. » De quoi envisager brutalement la présence du moustique d'un nouvel œil. Si l'on comptabilise environ 10 000 interventions par an des techniciens du Département chez les particuliers ou

des professionnels, voire dans des sites accueillant des enfants, le dispositif est en passe de s'intensifier. Cet été, un numéro vert va ainsi être mis en place pour permettre à toutes les victimes de nuisances de se signaler. Un centre d'appels téléphoniques intégrés au service départemental de lutte anti-vectorielle sera chargé de traiter ces demandes et de déclencher sous 48 heures une intervention.

« Parler d'intervention ne signifie pas pour autant traitement, tient à préciser Jean-Jacques Panunzi. Chaque intervention doit être adaptée au public concerné et à la situation effective ren-

contrée. » Façon de rappeler que la donnée environnementale est prise en compte. « Aucune technique, aucun produit utilisé ne saurait être dissocié d'une dimension écologique, assure-t-il. Tout ce qui est entrepris l'est donc dans le respect des milieux naturels auxquels, en Corse, nous sommes tant attachés. »

Une politique appelée encore à évoluer, grâce aux travaux engagés ces trois dernières années par les partenaires du projet Redlav. Avec pour objectif de toujours mieux armer la Corse en cas d'épidémie.

SÉBASTIEN PISANI  
spisani@nicematin.com



Le service départemental de lutte anti-vectorielle est passé de 15 à 40 agents en l'espace de 6 ans. Son budget est désormais de 1,6 million d'euros.



Des ateliers présentant les techniques utilisées dans la lutte contre les moustiques avaient été mis en place, en marge du séminaire.